

## Le sixième centenaire du "baptême" de la Lituanie

par Bernard DUPUY

L'adhésion de la Lituanie au christianisme fut tardive, par rapport à celle d'autres peuples de la même région. Sur les côtes orientales de la mer Baltique, dans les plaines boisées et marécageuses traversées par quelques petites chaînes de collines basses, vivaient depuis des millénaires des populations tranquilles, visitées seulement par des marchands étrangers en quête d'ambre ou de produits des forêts et de la chasse. C'est au onzième siècle que ces terres furent pour la première fois atteintes par quelques missionnaires. Ainsi eut lieu, il y a huit cents ans, la christianisation de la Livonie et, en 1186, un évêque, Meinard, fut consacré sur le siège d'Ikškile, sur la rive du Bas-Daugave, siège ensuite transféré à Riga. Deux décennies plus tard, la christianisation des « Prussiens » de la région du Bas-Wisla (Vistule) commençait.

Mais deux cents ans s'écoulèrent encore avant que la foi chrétienne pénétrât dans les terres lituanienes. La raison de ce retard doit être cherchée, comme l'a souligné le pape Jean-Paul II dans son allocution pour l'anniversaire, dans l'attitude « singulière » des moines « porteurs de l'Évangile » et dans la liberté à laquelle était attaché le peuple lituanien. A la pensée de voir les zones baltiques transformées en un Etat ecclésiastique ou en une entité politique soumise à l'Empire, les Lituanienes opposèrent une volonté tenace de vivre dans un Etat libre et indépendant. Cette résistance durera longtemps : « Nous prenons les armes contre les chrétiens, écrira en 1322 le Grand-duc Gedemias au pape Jean XXII, non pour rejeter la foi catholique, mais pour nous opposer aux injustices et aux dommages qui nous sont causés ; les rois et les princes chrétiens agissent de même »<sup>1</sup>.

Dès 1250, le Grand-duc lituanien Mindaugas s'était décidé à recevoir le baptême. Innocent III avait accueilli avec joie la nouvelle et lui avait offert la couronne royale. A Vilnius, un évêque fut nommé

1. Lettres de Gedemias (*Gedemio laiskai*), éd. V. Pasuta et I. Stal. Vilnius, 1966, pp. 26-27.

et une cathédrale fut construite. Tout ceci pourtant s'évanouit en peu d'années, en raison de l'assassinat du roi Mindaugas et de sa famille (1263). Déjà l'évêque s'était enfui et la cathédrale avait été détruite.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, la Lituanie, toujours païenne, s'unifia politiquement et s'organisa en Etat. Les circonstances historiques lui permirent bientôt d'étendre sa domination jusqu'à la mer Noire. L'Etat kiévien venait d'être détruit par les invasions mongoles et ses territoires de l'ouest et du sud se laissèrent facilement annexer, la population n'opposant qu'une faible résistance ou recherchant même la protection de l'armée lituanienne. Ainsi naquit une sorte de fédération de populations multiples, tantôt païennes tantôt chrétiennes, qui trouva un siècle plus tard son couronnement dans la paix jagellonienne. Au XIV<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des sujets du souverain lituanien étaient ainsi des « Ruthènes » : c'est ainsi qu'en latin on désignait les ancêtres à la fois des Ukrainiens, des Biélorusses et des Russes. Au contact des Ruthènes chrétiens, une partie de la noblesse lituanienne commença à se convertir. La christianisation pénétra à la fois par l'est byzantin et par l'ouest latin, par la Pologne, d'où dominicains et franciscains venaient prêcher.

A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, diverses circonstances amenèrent la Pologne et la Lituanie, pays plats et sans frontières, à se rapprocher : problèmes dynastiques en Pologne, menaces sur la Lituanie venant d'abord des chevaliers teutoniques puis des princes de Russie. En 1386, un accord fut conclu : la jeune reine de Pologne, Hedwige, âgée de treize ans, fut donnée en mariage au souverain lituanien Jogailas ou Jagellon. La décision n'était pas que politique : elle eut des conséquences immenses. Avant son mariage, Jagellon, encore païen, reçut le baptême et promit de tirer son peuple du paganisme. C'est à cette date mémorable du baptême du grand Jagellon qu'est attaché le souvenir du « baptême » de la Lituanie. Après avoir pris possession du trône polonais, celui-ci revint à Vilnius en 1387. Peu de Lituaniens le suivirent pourtant dans son adhésion au christianisme. Ce n'est qu'en 1413-1417 que la Lituanie occidentale, celle qui avait le plus souffert des incursions teutoniques, prêta l'oreille à l'Evangile. L'événement eut lieu trois ans après la défaite de Tannenberg infligée en 1410 à l'Ordre de Grünwald par le royaume de Pologne et le grand-duché de Lituanie réunis sous la couronne des Jagellons.

La fédération de la Pologne et de la Lituanie-Ruthénie se maintint par le choix régulièrement renouvelé, sauf durant quelques brèves périodes, du même souverain à la tête de chacun des deux Etats. Elle trouvera son achèvement dans un certain nombre d'institutions communes ratifiées en 1569 (union de Lublin). Les élites lituaniennes se polonisèrent, la paysannerie conservant sa langue et ses traditions nationales.

Ce grand Etat pacifique mais composite commença de se démanteler au XVII<sup>e</sup> siècle. Une partie des provinces ruthènes fut rattachée à

Moscou. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ensemble polono-lituanien perdit complètement son indépendance et fut partagé entre les trois puissances environnantes Russie, Prusse et Autriche. La Lituanie échut à l'Empire russe et fut soumise à une politique intensive de russification, surtout après les insurrections de 1831 et 1863, impitoyablement réprimées. C'est à cette époque que la conscience nationale lituanienne commença à s'éveiller, en particulier dans les couches supérieures de la société, jusqu'alors entièrement polonisées. A la suite des bouleversements de la Première Guerre mondiale, la Lituanie retrouva enfin l'indépendance dans les frontières de son berceau ethnique, amputé cependant, au bénéfice de la Pologne, du territoire de Vilnius.

On ne saurait passer sous silence la place propre et l'importance de la population d'origine juive dans l'histoire de la Lituanie. Une partie, d'origine karaïte, vint de Crimée et d'Ukraine au XVI<sup>e</sup> siècle ; elle était établie à Troki, dans la banlieue de Vilnius, mais cette communauté isolée n'a cessé de s'étioler<sup>2</sup>. Beaucoup plus importante fut, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'implantation des juifs venus de Pologne qui trouvèrent dans l'Etat jagellonien un lieu d'établissement favorable et qui, sous le nom de « Litvak » (Lituanien), se disséminèrent en Biélorussie et Pologne de l'est. Ils formaient une des composantes du « Concile des quatre régions », institué en 1533, qui se réunissait à Lublin et à Yaroslav (Galicie) et ils eurent, après 1623, leur organisation propre. Ils étaient environ 400 000 au tournant de ce siècle et atteignaient les trois quarts de la population dans la ville de Vilna. La Lituanie devint un centre vivant d'études talmudiques au point que Vilna fut appelée la « Jérusalem de la Lituanie » et que la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle fut marquée par l'enseignement du célèbre gaon Elie b. Salomon Zalman (1720-1797), à la suite duquel domina dans les *yeshivot* une tendance opposée aux *hassidim*<sup>3</sup>. La Haskalah, mouvement juif des Lumières, et le sionisme eurent aussi des pionniers en Lituanie, ainsi que le Bund, mouvement ouvrier. La littérature yiddish reste illustrée par le nom du grand poète H. Leivick. Mais, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux juifs émigrèrent de Lituanie vers tous les pays du monde, surtout en Afrique du Sud (35 %), en Palestine (25,5 %), en Amérique latine (19 %) et aux Etats-Unis (11 %).

Une véritable chape de silence, on le sait, a régné sur la Lituanie de 1944 à 1972. Aucun étranger ne pouvait y pénétrer et aucun Lituanien ne pouvait en sortir. Mais la Lituanie s'est réveillée depuis le suicide par le feu, le 14 mai 1972, d'un jeune ouvrier de dix-neuf ans,

2. C'est un karaïte de Troki qui a rédigé en 1593 l'une des plus célèbres œuvres de controverse avec le christianisme, sous le titre *Hizzuq ha-emunah* (La foi renforcée), trad. anglaise, New York, éd. Ktav, 1970.

3. Ainsi, par exemple, dans l'école de Hayyim de Volojine. Parmi les juifs originaires de Lituanie, il faut citer les noms de J.L. Gordon et P. Smolenskin, directeurs de périodiques scientifiques, l'historien de la littérature yiddish J.M. Pinès, Eliezer ben Yehuda, le rénovateur de la langue hébraïque, Isaac Salanter, le fondateur d'un mouvement d'éthique spirituelle, enfin la plupart des légistes et talmudistes qui réglèrent la vie des communautés juives installées en Palestine jusqu'à la création de l'Etat d'Israël.

Roman Kalanta, qui, au cri de « Vive la Lituanie libre ! », a fait surgir une opinion publique jusque-là étouffée. L'événement lui-même fut à peine mentionné dans la presse internationale. Mais, comme le suicide de Jan Palach en 1968 à Prague, cet incident tragique provoqua à la fois un traumatisme et un sursaut dans tout le pays. Il y eut des émeutes pendant plusieurs jours, la population fut l'objet d'une répression brutale, le pays fut quadrillé par des régiments de miliciens et de parachutistes ramenés en hâte du Caucase et de Sibérie. L'emplacement de l'holocauste de Roman Kalanta, le parc du Théâtre lyrique de Kaunas, était hautement symbolique : c'est là que le 15 juin 1940 s'était jouée la parodie du « rattachement volontaire » de la Lituanie à l'Union soviétique.

L'annexion préméditée par Staline et acceptée par Ribbentrop pour prix de la non-agression réciproque avait pris, dès 1939, la forme de mesures de caractère religieux. Le 26 juin, l'U.R.S.S. dénonçait le concordat de la Lituanie avec le Saint-Siège ; le 28, elle supprimait les écoles privées ; le 12 juillet, le nonce, Mgr Louis Centoz, devait quitter le pays ; puis les séminaires étaient fermés, sauf celui de Kaunas, lequel fut finalement réquisitionné par l'Armée rouge, le jour de Noël, pour y installer une caserne. De nombreux prêtres furent déportés en Sibérie<sup>4</sup>. Avec l'arrivée des troupes allemandes, la situation ne fit qu'empirer. Les Pays baltes et la Russie blanche formèrent la province orientale du Reich<sup>5</sup>. Plus de deux cent mille juifs furent déportés<sup>6</sup>. Les Lituanais, qui n'espéraient rien « ni du Germain ni du Slave », entrèrent dans une résistance active où périrent plus de

4. Alors qu'il y avait qu'une infime minorité de catholiques en Union soviétique entre 1918 et 1940, on compte aujourd'hui huit millions de catholiques à l'intérieur de ses frontières : 4 500 000 Ukrainiens de rite byzantin (rattachés de force en 1946 et 1949 au Patriarcat de Moscou) et 3 500 000 catholiques de rite latin (2 300 000 Lituanais, 500 000 Lettons, 300 000 Allemands et environ 400 000 Polonais ou Russes blancs). Ces catholiques ne sont pas uniquement localisés dans les régions de l'ouest de l'U.R.S.S. Beaucoup sont aujourd'hui dispersés jusqu'en Asie centrale et en Sibérie.

5. Cf. Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Une révolution. Une victoire : l'Union soviétique de Lénine et Staline (1917-1953)*, Paris, 1958 ; Bronis KOSLAS, *La Lituanie et la Seconde Guerre mondiale*, Paris, éd. Maisonneuve et Larose, 1987.

6. La déportation des juifs de Lituanie fut entreprise par les S.S. aussitôt après l'invasion des troupes allemandes entre août et septembre 1941. Un rapport du général S.S. Stahlecker de fin octobre 1941 (qui établit ainsi le nombre des exécutés : Kaunas : juifs 31 914 ; communistes 80 ; Siauliai : juifs 41 382 ; communistes 763 ; Vilna : juifs 7 015 ; communistes 17. Total : 81 171) manifeste la volonté d'anéantissement systématique de la population juive. Beaucoup moururent au camp d'extermination de Ponary, près de Vilna, d'autres au combat dans les forêts. L'histoire du ghetto de Vilna a été relatée par Marc DVORJESKY, *La victoire du ghetto*, préface de René Cassin. Paris, 1973, 375 pages. Des catholiques participèrent, dans la mesure où ils le purent, au sauvetage des juifs. A Kaunas : E. Kuborguine, P. Mazylys, l'écrivain Sophie Ciurljancène, le P. Pautokys, la religieuse Ona Brokaityte. A Vilna : Ona Sinaite. A Siauliai : le P. Lapis, le poète Jankus. Le nombre des juifs de Lituanie était en 1940 de 160 000 et en outre 100 000 dans le district polonais de Vilno, soit 7 à 10 % de la population lituanienne. Au recensement de 1959, il était de 24 672, dont 16 354 à Vilnius, soit 1 % de la population.

cent mille d'entre eux. Après le retour de l'Armée rouge, les partisans sortis des forêts tentèrent de s'imposer mais furent aussitôt réprimés et écrasés : cent quarante-cinq mille Lituanais furent déportés pour « opposition idéologique » tandis que trente mille jeunes reprenaient le maquis pour lutter contre le nouvel occupant. Mais le nouvel ordre régnant imposa sa loi : il expulsa cent mille Polonais, rendit à la Lituanie sa capitale historique Vilnius et colonisa peu à peu le pays à l'aide d'une forte implantation russe<sup>7</sup>.

Une nouvelle épreuve, moins connue, s'abattit sur la Lituanie en 1948 et 1949 quand fut décidée la collectivisation forcée du pays. Jusque-là, la terre avait été confisquée par l'Etat mais les kolkhozes n'avaient pas été introduits. Ce fut une période extrêmement sombre de l'histoire de la Lituanie, sur laquelle la lumière n'a pas encore été faite. La résistance lituanienne à la collectivisation entraîna une brutale répression. Entre le 24 et le 27 mars 1949, soixante mille Lituanais auraient été déportés à la Kolyma et ailleurs. En juillet, nouvelle vague d'arrestations et nouvelle russification. On déporta des Lituanais pour le développement intensif du Kazakhstan et, dans le même temps, on importa de force toute une population de travailleurs de toutes les régions. C'est à propos de ces transferts d'ouvriers que S. Zukanskas, lors de son procès le 5 mars 1974, parla de l'Union soviétique comme d'une « prison des nations »<sup>8</sup>.

Qu'était devenue l'Eglise catholique ? Il y avait sept diocèses. En 1944, six évêques sur neuf existaient encore : Mgr Matulionis, évêque de Kaiiadorys, qui continuait de diriger son diocèse, fut fusillé en 1946 ; Mgr Borisevicius, condamné à mort le 3 janvier 1947, avait en réalité depuis quelque temps disparu, de même que Mgr Rinys à Vilnius et Mgr Romanauskas à Telsiai. En 1953, un seul évêque restait encore en place, Mgr Paltarokas, évêque de Panevezys, qui put et dut participer au Congrès de la paix à Moscou au cours de l'année ; mais il décédait un peu plus tard. Dès lors, il n'y eut plus officiellement aucun évêque. Nombre de prêtres avaient été déportés<sup>9</sup>. Sur quinze

7. Cf. « La documentation soviétique dans les Etats baltes », dans *Témoignages*, novembre-décembre 1968.

8. Cf. *Chronique de l'Eglise catholique en Lituanie*, n° 10, et *Bulletin Elta*, 25-26 mars 1975. Pour masquer les faits, la propagande devait redoubler de zèle. Le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Lituanie, A. Soutchkous, déclarait ainsi dans *Partinai Jizn* (La vie du Parti), 1969, n° 1 : « La propagande impérialiste, les nationalismes bourgeois de l'Occident cherchent à raviver chez nous des tendances nationalistes, à semer la méfiance et les haines entre nos peuples et nationalités. Nous devons combattre toutes les tentatives ainsi faites pour dénaturer les rapports nationaux en U.R.S.S., la politique dite "des nationalités" (...) L'édification du communisme implique une lutte implacable contre toutes les survivances du passé, contre les manifestations de chauvinisme ou de nationalisme, l'exclusivisme national, l'esprit de clocher » (cf. *La Documentation française*, U.R.S.S., mars-avril 1969, p. 15).

9. On pense que le nombre des prêtres déportés s'est élevé entre 1944 et 1950 au chiffre de 350, dont 130 seulement revinrent au moment du « dégel » (1953). Dans les camps se produisit alors la première rencontre des prêtres

cents en 1940, il en restait sept cents en 1948, quatre cents en 1954. Le séminaire de Kaunas, qui avait quatre cent soixante-dix séminaristes en 1940, et qui avait reçu alors un *numerus clausus* de cent cinquante, vit celui-ci ramené à soixante en 1948.

Après la mort de Staline, l'Eglise tenta de revivre. Deux évêques furent consacrés et autorisés. Mais la période de rigueur de Khrouchtchev (1959) vint imposer un contrôle strict à leur activité. Khrouchtchev, on le sait, ménageait le Vatican mais renforçait les mesures de caractère idéologique. Les deux évêques, Mgr Steponavicius, administrateur apostolique pour les diocèses de Vilnius et de Panevezys, et Mgr Sladkevicius, évêque auxiliaire de Kasiadorys, furent assignés à résidence<sup>10</sup> : seul resta en charge un administrateur apostolique à Telsiai, Mgr J. Pletkus; les prêtres ne purent plus rendre visite aux fidèles à leur domicile et le catéchisme fut strictement interdit ; mais on n'imposa pas, comme dans l'Eglise orthodoxe russe, la « vingtaine » (comité de laïcs agréés par le Parti et chargés de gérer la paroisse) ni l'enregistrement obligatoire des actes religieux. Telle était la situation au moment du Concile Vatican II ; aucun évêque résidentiel ne put alors obtenir un visa et être présent à Rome. Il en sera ainsi, pratiquement, jusqu'à la visite *ad limina* du 23 avril 1983.

La période critique de l'Eglise en Lituanie fut atteinte dans les années 1969-1972. Trois évêques exerçaient leurs fonctions, Mgrs J. Pletkus, R. Kriksciounas et L. Povilonis, mais ils n'avaient plus la possibilité d'exercer une direction quelconque et ils subissaient des pressions multiples du puissant directeur de l'Office des cultes de l'époque, M. Ruginis. C'est alors que fut rédigée la « Lettre des quarante prêtres du diocèse de Vilnius »<sup>11</sup> d'août 1969, qui demanda longtemps avant d'être connue à l'ouest. Elle manifestait la décision des prêtres, dans l'impuissance où se trouvait l'épiscopat, de prendre la relève des évêques en difficulté. Le régime tenta alors de juguler les prêtres eux-mêmes en arrêtant le 16 septembre 1971 le P. Juozas Zdebskis, qui avait délibérément décidé de résister en organisant un cours de catéchisme<sup>12</sup>.

Mais l'Eglise avait pris conscience de ses responsabilités : au mois de décembre 1971, une pétition signée par dix-sept mille cinquante-quatre catholiques lituaniens était adressée à Leonid Brejnev, par le canal de l'O.N.U., protestant contre la politique antireligieuse de

lituaniens avec les prêtres ukrainiens qui avaient refusé le passage à l'Orthodoxie. Cette expérience s'est renouvelée fréquemment entre 1970 et 1980.

10. Cf. *Istina*, XXII (1977), pp. 404-409. Le premier est toujours en exil ; le second a retrouvé la liberté en 1982 et est devenu de ce fait une des figures les plus marquantes de la Lituanie actuelle ; il vient d'être créé cardinal par Jean-Paul II.

11. Bien que publiée dans le Bulletin *Elta* le 11 mai 1970, puis dans *La Documentation catholique* le 3 septembre 1972, elle ne fut pas répercutée dans la presse générale. Texte dans *Istina*, XXII (1977), pp. 362-367.

12. Il a été finalement assassiné. Cf. ci-dessous, pp. 158-159.

l'Etat<sup>13</sup>. Le 19 mars 1972 naissait en samizdat la *Chronique de l'Eglise catholique en Lituanie*<sup>14</sup>. Le pouvoir tenta d'obliger les évêques à stigmatiser les lettres collectives, pétitions, collections de signatures émanant des fidèles comme ne pouvant représenter la voix de l'Eglise. Il tenta aussi d'opposer les prêtres les uns aux autres en condamnant la « propagande chauvine inspirée par quelques prêtres réactionnaires », la constitution d'un « séminaire par correspondance » clandestin<sup>15</sup> et la publication secrète de la *Chronique*. Celle-ci a révélé elle-même comment, en 1973, le Commissaire aux affaires religieuses avait tenté de tromper l'opinion publique en réquisitionnant la voix des évêques. Dans son numéro du 1<sup>er</sup> mars 1973, le journal *Gimtasis Krastas*, porte-parole de la propagande officielle destinée aux Lituaniens de l'émigration, avait publié en effet un article de Mgr Kriksciounas, évêque auxiliaire de Kaunas et de Vilkavicius, qui annonçait la parution de divers ouvrages religieux, des documents de Vatican II, de livres de prières, du Nouveau Testament. On peut se demander dans quelles conditions Mgr Kriksciounas avait dû rédiger ce texte, vu l'absence de ces publications en Lituanie. Toujours est-il qu'il fut considéré comme prisonnier du pouvoir et les fidèles ripostèrent aussitôt par une déclaration revêtue de seize mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit signatures, adressée à K. Tumenas, délégué du Conseil pour les affaires religieuses, dans laquelle on pouvait lire : « Nous avons voulu acquérir l'Écriture sainte. Malheureusement, nos prêtres nous ont expliqué qu'ils n'en avaient reçu que quelques exemplaires, un peu plus d'une douzaine, ce qui fait à peu près un livre pour 300 fidèles. Si les catholiques lituaniens peuvent réellement publier les livres dont ils ont besoin, pourquoi alors ne parviennent-ils pas à publier pour eux-mêmes le livre dont ils ont le plus grand besoin, le catéchisme ? Pourquoi n'avons-nous jamais pu voir les documents de Vatican II ? Pourquoi ne pouvons-nous obtenir le Livre de prières ? Pourquoi, alors que nous ne pouvons obtenir l'Écriture sainte pour nous-mêmes, en envoie-t-on des milliers d'exemplaires aux Lituaniens qui résident à l'étranger ? Nous verrons-nous obligés de prier nos compatriotes exilés de nous envoyer l'Écriture sainte publiée en Lituanie ? »

13. Cf. *Istina*, XXII (1977), pp. 367-368.

14. C'est le 14 novembre 1973 que les services de Sécurité découvrirent les animateurs. Ils engagèrent alors des poursuites contre Petras Ploumpa-Plouiras (octobre 1974. Cf. *Istina*, XXII, 1977, pp. 374-375 et XXIX, 1984, pp. 318-319), puis contre Nijole Sadunaite (7 juin 1975 ; cf. *Istina*, XXII, 1977, pp. 377-379), et enfin contre les diffuseurs de la *Chronique* (juin 1980 : cf. *Istina* XXIX, 1984, pp. 320-321).

15. Le « séminaire clandestin » fut attaqué par une lettre anonyme se présentant comme rédigée par un groupe de prêtres de Vilkoviskis, envoyée le 1<sup>er</sup> septembre 1974 à l'évêque du diocèse, Mgr Matulaitis-Laboukas (cf. *Istina*, XXII, 1977, pp. 392-393). On ignore encore dans quelles circonstances les organes de l'administration parvinrent à contraindre des prêtres à rédiger une telle lettre. La réponse du clergé fut cinglante : « Les prêtres doivent se préparer à la clandestinité » (p. 393).

Ce fut alors l'épreuve de force. La *Chronique* a publié en 1974, dans ses numéros 12 à 14, une série de lettres adressées à l'évêque J. Matoulaitis-Laboukas, qui étaient extrêmement révélatrices de la situation et que nous avons reproduites intégralement dans *Istina*<sup>16</sup>. Toutes les dimensions du conflit entre l'Eglise et l'Etat s'y trouvaient manifestées, exposées, en particulier la question très grave des nominations ecclésiastiques. « Nous déclarons tout haut, écrivaient les signataires, que toute ingérence du pouvoir civil dans la nomination des responsables des paroisses constitue une violation des droits de l'évêque ». Cet appel était un cri, le ton pathétique. Ce fut, pour tout le pays, l'heure d'un sursaut<sup>17</sup>.

C'est dans ce contexte que fut créé à Vilnius, le 24 novembre 1976, le « Groupe lituanien pour l'application des Accords d'Helsinki »<sup>18</sup>. La nouvelle en fut annoncée à Moscou au cours d'une conférence de presse, dans l'appartement de Youri Orlov. Cette connexion des groupes de Moscou et de Vilnius était un coup dur pour le K.G.B. de l'époque. Le 13 novembre 1978 naissait le « Comité pour la défense des droits des croyants »<sup>19</sup>. Depuis ce jour, le combat des catholiques lituaniens demeure centré sur la remise en liberté de l'archevêque de Vilnius, Mgr Steponavicius, maintenu en exil dans le nord du pays, et sur le retour de deux membres du Comité, les PP. Alfonsas Svarinskas et Sigitas Tamkevicius qui ont été arrêtés et envoyés en déportation.

La tentative du régime de contraindre et de circonvenir les prêtres demeure sur place la menace principale. Le Commissaire pour les affaires religieuses, M. Petras Anilionis, s'applique à diviser les prêtres, en effet, en deux catégories, les « patriotes » et les « activistes » — ce que les fidèles traduisent « les diplomates, qui doivent composer avec les exigences continues du pouvoir, et les dissidents, qui nous empêchent de nous endormir ». Au centre, il y a les prêtres zélés, qui font ce qu'ils peuvent. En dépit et peut-être aussi à cause de ces pressions, il existe une réelle unité des prêtres entre eux. Mais ils n'ont toujours pas la faculté de pouvoir se réunir, sauf en privé ou pour des retraites, ni de publier un bulletin, ni surtout d'enseigner le catéchisme et les matières de la foi. Malgré ces limitations, ils demeurent dynamiques et certains d'entre eux ont des activités à l'extérieur de la Lituanie, en Ukraine par exemple, et dans toute l'Union soviétique.

16. Cf. *Istina*, XXII (1977), pp. 387-397.

17. Cf. Bohdan R. BOCIURKIW, « Religious Dissent in U.R.S.S.: Lithuanian Catholics » dans *Sovietica. Marxism and Religion in Eastern Europe*. Papers Presented at the Banff International Slavic Conference, 4-7 septembre 1974. Fascicule édité par Richard T. de George et James P. Scalan, D. Reidel Publishing Company, Dordrecht (Pays-Bas) et Boston (U.S.A.), vol. 36, 1975, pp. 147-175.

18. Cf. *Istina*, XXII (1977), p. 410. Il y avait parmi ses fondateurs un homme de lettres éminent, Viktoras Petkous (cf. ci-dessous, pp. 179-180) et un prêtre.

19. Cf. *Istina*, XXIX (1984), pp. 279-294. Il était créé par cinq prêtres de tout premier plan.

La Conférence des évêques a acquis à présent une existence officielle : elle peut se réunir trois ou quatre fois par an et son président, Mgr Lindas Povilonis, peut se rendre une fois par an en visite à Rome. Cependant, les autorités civiles continuent de tout mettre en œuvre pour empêcher les enfants de recevoir une éducation religieuse. Dans les années soixante-dix, plusieurs prêtres furent condamnés à des peines de prison pour avoir « préparé des enfants à la première communion ». Jusqu'à maintenant, la préparation à la première communion et à la confirmation donne lieu à toutes sortes d'incidents. Comme on le sait, en U.R.S.S., seuls les parents ont le droit d'enseigner la foi à leurs enfants. Les dirigeants locaux réunissent régulièrement les représentants des paroisses et leur énumèrent tout ce qui est interdit aux enfants : avoir des livres religieux, servir la messe, chanter dans la chorale, participer à un pèlerinage<sup>20</sup>. C'est en 1976 qu'a été appliqué en Lituanie le texte réglementant la vie des associations religieuses, document rédigé et promulgué en 1929 en U.R.S.S. lorsque les persécutions religieuses étaient à leur comble. Le fait que cette législation particulièrement restrictive ait été réactivée juste après la signature des accords d'Helsinki est passé totalement inaperçu en Occident.

La situation actuelle de la Lituanie est ainsi bien différente de celle de la Pologne. Malgré une longue histoire commune, les Litvaniens ont parfois un certain ressentiment à l'égard du pays voisin, qui a cherché souvent au cours de l'histoire à lui imposer sa culture. Surtout, l'annexion de Vilnius par la Pologne entre les deux guerres fut longtemps ressentie comme une offense. Cependant, quarante ans de domination soviétique ont rapproché les deux peuples, qui ont conservé des relations étroites.

La situation du catholicisme en Lituanie est familière à Jean-Paul II, qui parle le lituanien. Entre lui et la Lituanie existent des liens personnels. Il a souhaité se rendre en Lituanie successivement en 1984, pour le cinquième centenaire de la mort de saint Casimir, patron de la Lituanie, puis en 1986 pour le sixième centenaire du « baptême », mais chaque fois les autorités soviétiques ont refusé. Mais tout espoir n'est pas perdu et le Pape garde une ferme confiance. On ne peut trouver en tout cas de paroles plus claires sur les espérances de l'Eglise lituanienne que celles de son discours aux évêques en visite *ad limina* le 18 avril 1988 : « Il est normal d'espérer au moins en ce qu'il est légitime d'exiger : que ne soient pas trompées les attentes des frères et des sœurs qui, en Lituanie comme dans d'autres régions, professent avec sincérité leur foi. La liberté qu'ils réclament est inscrite dans le cœur de tous les hommes »<sup>21</sup>.

20. Cf. par exemple *Chronique de l'Eglise catholique en Lituanie*, 1974, n° 11.

21. Cf. *L'Osservatore Romano*, 19 avril 1988.